

Le 12 décembre 2022

Le très honorable Justin Trudeau, premier ministre du Canada  
L'honorable Chrystia Freeland, ministre des Finances  
L'honorable Carla Qualtrough, ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre  
et de l'Inclusion des personnes handicapées  
L'honorable Karina Gould, ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social

### *Déclaration conjointe des communautés et des syndicats sur la réforme de l'assurance-emploi (AE)*

---

Mesdames et messieurs les ministres, nous vous écrivons au nom du Groupe de travail interprovincial sur l'assurance-emploi pour vous demander d'agir de toute urgence pour réformer le système d'assurance sociale du Canada. Nous devons rétablir son rôle de stabilisateur économique automatique et veiller à ce que le système d'AE fonctionne pour les travailleurs.

Il y a plus de 80 ans, des travailleurs se sont joints à une marche vers Ottawa pour exiger, entre autres réformes, un système d'assurance sociale qui assurerait le maintien du revenu pendant les périodes de chômage. Au cours des décennies qui ont suivi l'adoption de la Loi sur l'assurance-chômage de 1940, le régime a joué un rôle essentiel dans la santé de l'économie en général, ainsi que des personnes et de leurs familles. Une étude fédérale des années 1990 a révélé que l'assurance-emploi était " le stabilisateur automatique le plus puissant ", réduisant le PIB et les pertes d'emploi jusqu'à 14 % pendant les récessions. Mais une grande partie de cette capacité antérieure a été perdue après des coupures répétées et seulement 40 % des chômeurs reçoivent de l'assurance-emploi quand ils et elles se retrouvent sans emploi.

Votre gouvernement a promis à plusieurs reprises de mettre en place une " assurance-emploi pour le 21e siècle " et d'assurer la sécurité du revenu des travailleurs dans un marché du travail en évolution. Dans les programmes électoraux, vous avez promis " des changements au programme qui feront en sorte qu'un plus grand nombre de travailleurs canadiens, particulièrement ceux qui ont des emplois plus précaires, puissent avoir accès aux prestations dont ils ont besoin ". La ministre responsable de l'assurance-emploi a reçu le mandat de consulter et de présenter une loi. Nous attendons toujours.

Mesdames et messieurs les ministres, des tempêtes économiques s'annoncent et, pour de nombreux travailleurs, un hiver difficile. Nous vous demandons d'agir immédiatement et de porter votre attention sur ces priorités communautaires et syndicales :

- 1. Prolonger les mesures temporaires de l'assurance-emploi pour faire le pont** jusqu'à ce que des améliorations permanentes entrent en vigueur.

## 2. Élargir l'accès

- Établir une règle universelle d'admissibilité de 360 heures (12 semaines) pour les prestations régulières et spéciales
- Offrir jusqu'à 50 semaines d'AE régulière
- Mettre fin aux règles d'exclusion sévères qui privent de nombreux travailleurs vulnérables de l'accès à l'assurance-emploi
- Étendre l'accès à l'AE à tous les travailleurs migrants
- Veiller à ce que les travailleurs indépendants mal classés aient accès à l'assurance-emploi
- Prolonger la période de prestations pour les prestations combinées d'assurance-emploi ordinaire et spéciale (parentale, etc.)
- Rétablir les flexibilités temporaires (heures en banque, pas de déduction de l'indemnité de séparation, etc.)
- Fournir des prestations de revenu de l'AE aux travailleurs tant qu'ils suivent une formation approuvée.

## 3. Améliorer les prestations

- Augmenter substantiellement le taux de prestations de 55 %
- Fixer une prestation minimale raisonnable.

4. **Rétablir les contributions annuelles du gouvernement à l'AE** pour aider à payer les améliorations et pour s'assurer que l'AE agit comme un stabilisateur économique automatique efficace, surtout en temps de crise.

Nous vous remercions d'avoir pris en considération notre position. Nous attendons avec impatience une action rapide sur les réformes de l'AE.

*~ Au nom du Groupe de travail interprovincial sur l'assurance-emploi  
et des signataires suivants ~*

*Aboriginal Council of Winnipeg  
Access Alliance Multicultural Health and Community Services  
ACORN-Canada  
Action Canada for Sexual Health and Rights  
Action Populaire Rimouski-Neigette  
Action-Chômage Côte-Nord  
Advancement of Women Halton  
Alberta Federation of Labour  
Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC)  
Alliance Féministe pour l'Action Internationale (AFAI)  
Atkinson Foundation  
Barbra Schlifer Commemorative Clinic  
Battered Women's Support Services (BWSS) Vancouver*

*BC Employment Standards Coalition*  
*BC Federation of Labour*  
*BC General Employees' Union (BCGEU)*  
*Campaign 2000: End Child & Family Poverty*  
*Canada Without Poverty*  
*Canadian Arab Foundation (CAF)*  
*Canadian Centre for Gender and Sexual Diversity*  
*Canadian Centre for Policy Alternatives*  
*Canadian Council of Muslim Women (CCMW)*  
*Canadian Labour Congress*  
*Centre for Future Work, Vancouver BC*  
*Childcare Resource and Research Unit (C.R.R.U)*  
*Chinese and Southeast Asian Legal Clinic (CSALC)*  
*Chinese Canadian National Council for Social Justice*  
*Citizens for Public Justice*  
*Coalition of Black Trade Unionists (CBTU)*  
*Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick*  
*Colour of Poverty – Colour of Change*  
*Community Advocacy & Legal Centre (CALC)*  
*Community Legal Assistance Society (CLAS BC)*  
*Community Legal Clinic - Brant, Haldimand, Norfolk*  
*Conseil central du Bas-Saint-Laurent CSN*  
*Council of Agencies Serving South Asians (CASSA)*  
*CUPE 1190, NB*  
*Daily Bread Food Bank*  
*Decent Work and Health Network*  
*Dignidad Migrante Society*  
*Disabled Women's Network of Canada (DAWN Canada)*  
*Downsview Community Legal Services*  
*Ending Violence Association of Canada*  
*Family Service Toronto*  
*Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et infirmiers (FCSII)*  
*Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)*  
*Feminists Deliver, BC*  
*First Call Child and Youth Advocacy Society*  
*Fish, Food & Allied Workers Union (FFAW-Unifor)*

*Good Jobs for All Coalition*  
*HIV & AIDS Legal Clinic Ontario (HALCO)*  
*Hospital Employees' Union (BC)*  
*Income Security Advocacy Centre*  
*International Brotherhood of Electrical Workers BC Locals 213, 230, 258, 993, 1003*  
*International Longshoremen's Association Local 273, Saint John, NB*  
*Justicia for Migrant Workers (J4MW)*  
*MacKillop Centre for Social Justice, PEI*  
*Manitoba Federation of Labour*  
*Marie Clarke Walker Consulting*  
*MASSE (Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi) Québec*  
*Migrant Workers Alliance for Change (MWAC)*  
*Mouvement Action Chômage Lac-Saint-Jean*  
*Mouvement Action Chômage Pabok GÎM (Gaspésie et les Îles de la Madeleine)*  
*National Council of Women of Canada*  
*NB-ACORN*  
*Neighbourhood Legal Services (London & Middlesex) - NLSLM*  
*New Brunswick Federation of Labour*  
*Newfoundland and Labrador Federation of Labour*  
*Nova Scotia Action Coalition for Community Wellbeing*  
*Nova Scotia Federation of Labour.*  
*Oakville and District Labour Council*  
*OCASI - Ontario Council of Agencies Serving Immigrants*  
*Ontario Alliance to End Homelessness*  
*Ontario Community Legal Clinics EI Working Group*  
*Ontario English Catholic Teachers' Association*  
*Ontario Federation of Labour*  
*Open Policy Ontario*  
*OPSEU / SEFPO*  
*Parkdale Community Legal Clinic*  
*Parkdale Queen West Community Health Centre*  
*Peel Alliance to End Homelessness*  
*PEI Coalition for a Poverty Eradication Strategy*  
*PEI Federation of Labour*  
*Poverty Free Halton*  
*Prosper Canada*

*PSAC Atlantic / AFPC Atlantique*  
*Public Interest Alberta*  
*Public Service Alliance of Canada, BC Region*  
*Punjabi Community Health Services (PCHS)*  
*Renfrew County Community Poverty Action Network (CPAN)*  
*Rexdale Community Legal Clinic*  
*Saint John Human Development Council*  
*Saskatchewan Federation of Labour*  
*Social Planning Council of Winnipeg*  
*South Asian Legal Clinic of Ontario (SALCO)*  
*Southern Nova Scotia Seasonal Workers Alliance*  
*Syndicat canadien de la fonction publique / Canadian Union of Public Employees*  
*Syndicat de l'Emploi et de l'Immigration du Canada (SEIC)*  
*Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP)*  
*Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public (SNEGSP)*  
*Table des Groupes Populaires Côte-Nord*  
*Teamsters Canada*  
*Toronto & York Region Labour Council*  
*Un enfant Une place (L'Association canadienne pour la promotion des services de*  
*garde l'enfance)*  
*Unemployed Workers Help Centre, Saskatchewan*  
*UNIFOR*  
*UNITE HERE!*  
*United Steelworkers*  
*United Steelworkers Toronto Area Council*  
*West Coast LEAF*  
*West Scarborough Community Legal Services*  
*Wisdom2Action*  
*Women's Centre for Social Justice/WomenatthecentrE*  
*Women's Shelters Canada*  
*Worker Solidarity Network, BC*  
*Workers' Action Centre*  
*Workers Action Network (NL)*  
*Workers' Health and Safety Legal Clinic*  
*YWCA Canada*

~